

**Assemblée générale**

Cinquante-quatrième session

Documents officiels

Distr. générale
18 septembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la première partie* de la 74^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 2 juin 2000, à 15 heures

Présidente : Mme Wensley (Australie)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Mselle

Sommaire

Point 117 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (*suite*)

a) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (*suite*)

Point 118 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements (suite)

Point 164 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (*suite*)

Point 119 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999 (*suite*)

Liens entre les modalités de financement des activités durables dans le budget-programme et l'utilisation du fonds de réserve (suite)

Point 121 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 (*suite*)

Dépenses additionnelles visées aux paragraphes 10 et 11 de l'annexe I à la résolution 41/213 de l'Assemblée générale (suite)

* Le compte rendu analytique de la seconde partie de la séance, qui se poursuivra dans la soirée, sera publié sous la cote A/C.5/54/SR.74/Add.1.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Point 128 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (*suite*)

a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (*suite*)

Point 129 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (*suite*)

Point 128 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (*suite*)

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban (*suite*)

Point 130 de l'ordre du jour : Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (*suite*)

a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (*suite*)

Point 131 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (*suite*)

La séance est ouverte à 15 h 15.

Point 117 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (suite)

a) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (suite) (A/C.5/54/L.58)

Projet de résolution A/C.5/54/L.58

1. **M. Mazemo** (Zimbabwe), présentant le projet de résolution A/C.5/54/L.58 au nom de la Présidente, note que le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/54/5) est un document circonstancié qui traite de nombreuses questions. Étant donné que la Commission n'a pas examiné toutes ces questions au titre du point de l'ordre du jour à l'étude, certaines pourront être abordées par la suite au titre d'autres points de l'ordre du jour.

2. *Le projet de résolution A/C.5/54/L.58 est adopté.*

Point 118 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (suite)

Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements (suite) (A/C.5/54/L.81)

Point 164 de l'ordre du jour : Gestion des ressources humaines (suite)

Projet de résolution A/C.5/54/L.81

3. **M. Chandra** (Inde) présente au nom de la Présidente le projet de résolution A/C.5/54/L.81 relatif au personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements.

4. *Le projet de résolution A/C.5/54/L.81 est adopté.*

Point 119 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999 (suite)

Liens entre les modalités de financement des activités durables dans le budget-programme et l'utilisation du fonds de réserve (suite) (A/C.5/54/L.84)

Projet de décision A/C.5/54/L.84

5. **M. Mirmohammad** (République islamique d'Iran) présente au nom de la Présidente le projet de décision A/C.5/54/L.84 sur les liens entre les modalités de financement des activités durables dans le budget-programme et l'utilisation du fonds de réserve.

6. *Le projet de décision A/C.5/54/L.84 est adopté.*

Point 121 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 (suite)

Dépenses additionnelles visées aux paragraphes 10 et 11 de l'annexe I à la résolution 41/213 de l'Assemblée générale (suite) (A/C.5/54/L.76)

Projet de décision A/C.5/54/L.76

7. **M. Mirmohammad** (République islamique d'Iran) présente au nom de la Présidente le projet de décision A/C.5/54/L.76 concernant les dépenses additionnelles visées aux paragraphes 10 et 11 de l'annexe I de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale.

8. *Le projet de décision A/C.5/54/L.76 est adopté.*

Point 128 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (suite)

a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (suite) (A/C.5/54/L.80)

Projet de résolution A/C.5/54/L.80

9. **M. Ahounou** (Côte d'Ivoire), présentant au nom de la Présidente le projet de résolution A/C.5/54/L.80 sur le financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD), note que la version arabe de ce projet de résolution ne contient pas tous les termes sur lesquels l'accord s'est fait au cours de consultations officieuses. Le Secrétariat lui a donné l'assurance qu'une version révisée serait publiée sous peu.

10. *Le projet de résolution A/C.5/54/L.80 est adopté.*

11. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) se félicite de l'adoption du projet de résolution. Il est capital pour la réussite de la Force d'offrir de bonnes conditions de travail au personnel local, compte tenu en particulier des difficultés que le personnel local et les fonctionnaires d'autres missions des Nations Unies ont

rencontrées à la suite du déménagement du quartier général de la Force de Damas au Camp Faouar. Le Secrétariat devrait reconnaître ces difficultés en accordant au personnel local une prime spéciale de sujétion et poursuivre la concertation fructueuse qui s'est instaurée entre l'administration et le personnel local.

Point 129 de l'ordre du jour : Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (suite) (A/C.5/54/L.59)

Projet de résolution A/C.5/54/L.59

12. **Mme Merchant** (Norvège) présente au nom de la Présidente le projet de résolution A/C.5/54/L.59 sur le financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola.

13. *Le projet de résolution A/C.5/54/L.59 est adopté.*

Point 128 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (suite)

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban (suite) (A/C.5/54/L.69)

Projet de résolution A/C.5/54/L.69

14. **La Présidente** appelle l'attention de la Commission sur le projet de résolution A/C.5/54/L.69 sur le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), que le représentant du Nigéria a présenté, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, le 26 mai 2000, à la 72e séance de la Commission.

15. **M. Wharton** (États-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation appuie pleinement les activités de la FINUL. Elle s'oppose toutefois à ce qu'un projet de résolution sur le financement d'une mission de maintien de la paix soit utilisé pour faire valoir une créance financière à l'encontre d'un État Membre. Cette délégation demande donc qu'il soit procédé à un vote enregistré global pour le premier alinéa du préambule et les paragraphes 2, 3 et 14 du dispositif du projet de résolution.

16. **M. Adam** (Israël), fournissant une explication de vote avant le vote, indique que les forces israéliennes se sont retirées du Liban le 24 mai 2000 et se sont repliées sur la frontière internationale. Ce retrait s'est

accompli rapidement et avec la plus grande modération malgré les tentatives des terroristes de la région pour provoquer une confrontation en se servant de civils comme boucliers humains.

17. Le Gouvernement israélien aurait préféré procéder au retrait dans le cadre d'un accord de paix, mais ses efforts n'ont pas trouvé d'écho et il a finalement entrepris de se retirer unilatéralement. Ce retrait s'est effectué dans des conditions totalement conformes aux résolutions 425 (1978) et 426 (1978) du Conseil de sécurité. La résolution 425 (1978) visait non seulement à provoquer le retrait des forces israéliennes du Liban, mais aussi à restaurer la paix et la sécurité internationales et à garantir le rétablissement de l'autorité effective du Gouvernement libanais dans la région. L'orateur espère qu'avec le retrait des forces israéliennes, les autres objectifs de ces résolutions seront atteints. Le Gouvernement israélien espère que la FINUL disposera de la capacité et des ressources nécessaires pour s'acquitter de son mandat aux termes de la résolution 425 et que le Gouvernement libanais s'acquittera de sa responsabilité en garantissant la paix et la sécurité à l'intérieur de ses frontières. Le droit international interdit à tout État de permettre à des terroristes d'utiliser son territoire et le Gouvernement israélien se réserve le droit de recourir à la légitime défense en cas de nécessité.

18. La délégation israélienne se voit obligée de voter contre le projet de résolution qui met injustement en cause Israël uniquement à la suite d'un incident qui a été déclenché par un groupe terroriste qui utilisait des boucliers humains. Il n'existe en outre aucun précédent pour exiger dans un projet de résolution qu'une partie rembourse les dommages causés aux biens d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies à la suite d'un affrontement. Si la délégation libanaise n'avait pas demandé l'inclusion des termes intransigeants qui figurent aux paragraphes 2, 3 et 14 du projet de résolution, la délégation israélienne aurait pu se rallier à ce texte étant donné qu'Israël est foncièrement attaché aux activités de maintien de la paix de l'Organisation.

19. Les voisins d'Israël devraient s'adapter à la nouvelle réalité sur le terrain, profiter de l'élan acquis et regagner la table des négociations afin de pouvoir ensemble apporter la paix et la sécurité sur leurs frontières communes.

20. **M. Diab** (Liban) indique que l'incident mentionné au paragraphe 14 du projet de résolution, au cours

duquel plus de 100 civils ont été tués par des bombes israéliennes alors qu'ils cherchaient à se mettre sous la protection de l'Organisation des Nations Unies, a été un crime contre l'humanité. Ce bombardement n'a pas été un accident, mais un acte délibéré d'agression qui s'inscrit dans la ligne de la politique suivie par Israël à l'égard du Liban. L'occupation du Liban par Israël a été marquée par des actes de violence et d'intimidation contre la population civile, comme l'a montré le témoignage récent d'un ancien soldat israélien publié dans le *Boston Globe*. Le traitement de la population libanaise par Israël équivaut à un terrorisme d'État. La paix et la sécurité ne seront rétablies dans la région qu'avec le retrait complet des forces israéliennes des territoires occupés et la pleine application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Les termes utilisés dans le premier alinéa du préambule et dans les paragraphes 2, 3 et 14 du projet de résolution témoignent du respect que la Commission éprouve pour le caractère sacré de la vie humaine et à l'inviolabilité des missions de maintien de la paix des Nations Unies et doivent donc être maintenus.

21. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que les allégations mensongères et trompeuses du représentant des forces d'occupation israéliennes visent à stigmatiser la résistance nationale héroïque au Liban en l'assimilant à des terroristes. Israël est lui-même la personification du terrorisme d'État, qui est dirigé quotidiennement contre les citoyens arabes. Ce qui a été appelé un retrait demeure inachevé et aurait dû être effectué bien des années plus tôt. De nombreux crimes ont été commis aussi bien contre des civils innocents que contre la FINUL, y compris le pillage délibéré du siège de la Force, en avril 1996. Israël doit pleinement appliquer les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité qui l'invitent à se retirer de tous les territoires arabes occupés et à prendre à sa charge les dommages résultant de l'incident survenu à Cana en 1996. Le retrait d'Israël n'efface pas l'attaque barbare contre Cana et a été effectué non pas en vertu de l'attachement à la paix d'Israël mais parce que ce pays a succombé à la résistance héroïque d'un peuple prêt à verser son sang pour défendre et libérer son territoire usurpé.

22. L'orateur invite le représentant du Liban à distribuer le texte de sa déclaration à toutes les délégations en raison des enseignements qu'elle contient sur le sens véritable du terrorisme. L'appel à la négociation ne suffit pas pour engendrer la paix, qui ne viendra

qu'avec le respect du droit international, des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et du processus de paix de Madrid.

23. **M. Abdalla** (Jamahiriya arabe libyenne) dit que ceux qui parlent de droit international devraient le respecter. Il est piquant que le représentant d'Israël parle de terrorisme alors que l'État qu'il représente est entièrement fondé sur le terrorisme, comme l'ont montré les incidents de Deir Yassin, de Cana et de la Mosquée Ibrahimî. Israël n'a pas hésité à lancer ses fusées sur un camp des Nations Unies pour tuer en masse les personnes qui croyaient être dans un lieu sûr et sous la protection du droit international. Ceux qui prêchent contre le terrorisme devraient inviter leurs propres autorités à mettre fin à leurs assassinats politiques et à leurs massacres.

24. Le Moyen-Orient n'a jamais connu d'actes de terrorisme avant la création de l'État d'Israël. Ce qui se déroule actuellement est une lutte légitime contre un envahisseur et un autre exemple de deux poids deux mesures au sein de l'Organisation des Nations Unies. Des tribunaux ont été mis en place pour juger les personnes accusées de crimes de guerre au Rwanda et dans l'ex-Yougoslavie, mais il n'existe aucun tribunal devant lequel Israël pourrait être invité à répondre des crimes de guerre commis au Liban, en Palestine et dans d'autres États arabes. L'orateur espère qu'Israël ne sera pas protégé par des membres prestigieux de l'Organisation des Nations Unies et sera traité comme tout autre État et que la conscience du système des Nations Unies l'amènera à dénoncer le bilan honteux d'Israël dans le domaine des droits de l'homme.

25. À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé à un vote enregistré séparé sur le premier alinéa du préambule et sur les paragraphes 2, 3 et 14 du dispositif du projet de résolution.

Votent pour :

Algérie, Angola, Argentine, Bahreïn, Bélarus, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chili, Chine, Colombie, Comores, Costa Rica, Cuba, République populaire démocratique de Corée, Égypte, Guatemala, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Jamahiriya arabe libyenne, Malawi, Malaisie, Maurice, Mexique, Maroc, Népal, Nigéria, Oman, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, Fé-

dération de Russie, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour, Afrique du Sud, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Tunisie, Ouganda, Émirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe.

Votent contre :

Israël, États-Unis d'Amérique.

S'abstiennent :

Andorre, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, Monaco, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Portugal, République de Corée, Roumanie, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay.

26. Le premier alinéa du préambule et les paragraphes 2, 3 et 14 sont adoptés par 59 voix contre 2, avec 40 abstentions.

27. À la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution dans son ensemble.

Votent pour :

Algérie, Andorre, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Colombie, Comores, Costa Rica, Croatie, Cuba, Chypre, République tchèque, République populaire démocratique de Corée, Danemark, Égypte, Estonie, Éthiopie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Guatemala, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lettonie, Liban, Jamahiriya arabe libyenne, Liechtenstein, Lituanie, Malawi, Malaisie, Maurice, Mexique, Monaco, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Fédération de Russie, Saint-Marin, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Suède, République arabe syrienne,

Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ouganda, Émirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zimbabwe.

Votent contre :

Israël, États-Unis d'Amérique.

S'abstiennent :

Zéro.

28. *Le projet de résolution A/C.5/54/L.69 dans son ensemble est adopté par 99 voix contre 2.*

29. **M. Hassan** (Nigéria), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, s'inquiète de ce que l'Assemblée générale adopte de nouveau des dispositions analogues à celles qu'elle a adoptées au cours des trois dernières années au sujet du financement de la FINUL. Ces pays invitent instamment le Secrétaire général et les parties concernées à mettre en œuvre les dispositions du projet de résolution qui vient d'être adopté.

30. **M. Fox** (Australie), parlant au nom du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de sa propre délégation, dit que ces délégations voient avec plaisir que le projet de résolution A/C.5/54/L.69 assure le maintien du financement de la FINUL, mais regrette une fois encore qu'il n'ait pas été possible d'arriver à un consensus. Ces pays se sont abstenus dans le vote sur certains paragraphes du projet de résolution du fait que ces paragraphes font suite à un précédent regrettable créé trois ans plus tôt et contiennent des éléments politiques qui n'ont pas leur place dans une résolution sur le financement; ces paragraphes vont également à l'encontre de principes budgétaires établis de longue date pour le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et fondés sur la responsabilité collective.

31. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande notent qu'au 30 avril 2000, 18 % seulement des États Membres s'étaient acquittés de leurs obligations financières et avaient réglé la totalité des contributions mises en recouvrement au titre de la FINUL, et ces pays invitent instamment tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à s'acquitter ponctuellement de leurs quotes-parts.

32. **M. Fujii** (Japon) indique que sa délégation a voté pour le projet de résolution A/C.5/54/L.69 dans son ensemble afin de s'acquitter de sa responsabilité d'État Membre dans le financement des opérations de main-

tien de la paix des Nations Unies, y compris la FINUL. Cette délégation regrette vivement que la Commission n'ait pas été en mesure de parvenir à un consensus.

33. **M. Diab** (Liban) estime que l'adoption du projet de résolution A/C.5/54/L.69, y compris les amendements dans lesquels Israël est invité à prendre à sa charge le crime d'agression qu'il a commis contre un lieu d'affectation en activité de l'Organisation des Nations Unies, fait honneur à chaque membre de la Commission qui l'a appuyé et constitue une marque symbolique de respect à l'égard des enfants, des femmes et des vieillards libanais qui ont perdu la vie en cherchant un refuge contre les bombes israéliennes. La Commission a une fois encore démontré qu'en matière de financement des opérations de maintien de la paix, la responsabilité financière collective va de pair avec la responsabilité collective pour les vies humaines ainsi que la sécurité et l'inviolabilité de la mission de maintien de la paix. Le Liban espère que cette résolution servira de leçon en apprenant à tout agresseur de faire preuve de respect pour les vies humaines et la mission sacrée des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Ce projet de résolution représente également une marque de respect pour l'action des troupes de maintien de la paix des Nations Unies, qui risquent leur vie pour ramener la paix dans un pays dont les droits à la terre sont violés par Israël depuis 22 ans. La FINUL est une réussite parmi les missions de maintien de la paix; le maintien de la paix et la résistance nationale se sont révélés être deux conditions préalables fondamentales pour se libérer de l'occupation, droit qui est consacré dans la Charte des Nations Unies et en droit international.

34. La délégation libanaise fait pleinement confiance au Secrétaire général pour veiller à la mise en oeuvre du projet de résolution, et elle continuera à suivre la situation.

35. **M. Ramos** (Portugal), parlant au nom de l'Union européenne, des pays associés (Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lituanie, Malte, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie et Turquie) ainsi que du Liechtenstein, rappelle que la position de l'Union européenne concernant les aspects financiers des dépenses occasionnées pour l'Organisation des Nations Unies par l'incident survenu à Cana le 18 avril 1996 se fonde sur les considérations suivantes : a) les dépenses occasionnées par l'incident ont un caractère spécifique; b) un appel en faveur du financement des dépenses au moyen de contributions volontaires serait le bienvenu;

c) les dépenses devraient être inscrites au budget; et d) le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies devrait continuer à être une responsabilité collective.

36. Les États Membres de l'Union européenne se sont abstenus dans le vote sur certains paragraphes du projet de résolution car ils estiment que le texte, tel que rédigé, est hors de propos dans le contexte d'une résolution qui porte sur le financement de la FINUL. Les aspects politiques plus larges des événements, y compris l'incident survenu à Cana, ont fait l'objet de débats à l'Assemblée générale en avril 1996, débats qui ont abouti à la résolution 50/22 C du 25 avril 1996. Comme au cours des années précédentes, l'Union européenne aurait souhaité que les consultations au sein de la Commission se limitent aux aspects budgétaires.

Point 130 de l'ordre du jour : Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (suite)

a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (suite) (A/C.5/54/L.88 et A/C.5/54/L.94)

37. **M. Jaremczuk** (Pologne), Rapporteur, présentant le projet de résolution A/C.5/54/L.88 et le projet de décision A/C.5/54/L.94, indique que le projet de résolution A/C.5/54/L.88 a été approuvé par consensus au cours de consultations officielles. S'agissant du projet de décision A/C.5/54/L.94, il n'a pas été possible de parvenir à un accord sur un texte consensuel. Ce projet de décision prévoit donc que l'Assemblée générale reprendra l'examen de la question du paiement de l'indemnité de subsistance (missions) pendant la partie principale de sa cinquante-cinquième session.

38. **M. Monayair** (Koweït), prenant la parole pour expliquer sa position avant la décision, dit que sa délégation constate avec satisfaction que les versements ne sont pas en augmentation comme indiqué dans les rapports, y compris le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/54/5). Bien que n'ayant pu obtenir de réponse à certaines de ses questions sur l'indemnité de subsistance de la mission en raison du manque de temps, le Koweït, dans un esprit de coopération, appuiera le projet de décision, d'autant plus que l'Assemblée reprendra l'examen de la question pendant la partie principale de sa cinquante-cinquième session.

39. *Le projet de résolution A/C.5/54/L.88 et le projet de décision A/C.5/54/L.94 sont adoptés.*

Point 131 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (suite)
(A/C.5/54/L.60)

40. **Mme Buergo Rodriguez** (Cuba), présentant le projet de résolution A/C.5/54/L.60, indique que dans le deuxième alinéa du préambule, les mots « résolution 1292 (2000) du 29 février 2000 » devraient être remplacés par « résolution 1301 (2000) du 31 mai 2000 ». Au paragraphe 13 du dispositif, la date « 30 juin » devrait être remplacée par « 31 juillet ».

41. **M. Tello** (Mexique), prenant la parole pour expliquer sa position avant la décision, indique que sa délégation est préoccupée par le fait que le Conseil de sécurité semble s'écarter de sa position traditionnelle au sujet du Sahara occidental. Il est significatif que la résolution 1301 (2000) du Conseil de sécurité n'ait pas été adoptée à l'unanimité. La Namibie a voté contre, la Jamaïque et le Mali se sont abstenus et il y a eu huit explications de vote. Cette résolution invite les parties à étudier tous les moyens de parvenir rapidement à une solution convenue durable à leur différend au sujet du Sahara occidental; toutefois, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et la Commission sont tous résolus à organiser un référendum pour permettre au peuple saharien de décider de son avenir. Depuis 10 ans, la Commission est favorable à un référendum et a autorisé à ce titre des dépenses qui dépassent 374 millions de dollars. La délégation mexicaine souhaite donc savoir pourquoi la Commission n'insiste pas sur l'organisation du référendum. Si la Commission envisage désormais d'autres options, la délégation mexicaine souhaite savoir ce qu'elles sont, quel en serait le coût et ce qui est advenu des fonds attribués à l'organisation d'un référendum. Cette délégation souhaite également savoir si ce changement signifie que l'autodétermination, principe garanti par la Charte, ne s'applique plus désormais en Afrique et si les pays africains acceptent cette situation.

42. **M. Wharton** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation répondra ultérieurement au représentant du Mexique.

43. **M. Zahid** (Maroc) fait observer que la Commission examine le financement de la mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara

occidental (MINURSO). La Commission est un organe de caractère purement technique qui examine et approuve les incidences financières des décisions d'organes tels que le Conseil de sécurité. Elle n'est pas compétente pour examiner quant au fond les questions qui sont du ressort du Conseil de sécurité, ou des questions telles que l'autodétermination.

44. **M. Bouhadou** (Algérie) dit que sa délégation partage les préoccupations du représentant du Mexique. Les États Membres ont le droit légitime de se préoccuper de l'utilisation des ressources financières et des contributions pour les opérations de maintien de la paix en général, et pour la MINURSO en particulier. Toutefois, les aspects politiques de la MINURSO de même que le fonctionnement et les objectifs de cette mission relèvent du Conseil de sécurité. À cet égard, sa délégation appuie l'opinion exprimée par le représentant du Maroc.

45. **La Présidente** déclare qu'indépendamment des circonstances dans lesquelles la résolution 1301 (2000) du Conseil de sécurité a été adoptée, le fait est qu'elle a été adoptée et le deuxième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.5/54/L.60 énonce simplement ce fait. Le changement de date à la fin du paragraphe 13 traduit également une situation de fait. Elle espère que la Commission sera en mesure d'adopter le projet de résolution A/C.5/54/L.60 afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations à l'égard de la MINURSO.

46. **M. Tello** (Mexique) précise que sa délégation a exprimé des inquiétudes au sujet de la résolution 1301 (2000) du Conseil de sécurité car pour la première fois, après 10 ans et des millions de dollars dépensés, le Conseil de sécurité envisage d'autres options pour résoudre le problème du Sahara occidental. Le Conseil de sécurité a toutefois prolongé le mandat de la MINURSO jusqu'au 30 juin 2000 et le titre du projet de résolution parle du financement d'un référendum au Sahara occidental. Cela signifie que la Commission reste attachée à l'organisation d'un référendum. La délégation mexicaine n'aura donc aucune difficulté à voter en faveur du projet de résolution.

47. **M. Zahid** (Maroc) observe que la résolution 1301 (2000) du Conseil de sécurité utilise des termes qui ont déjà été utilisés dans la résolution 1292 (2000) de ce même Conseil de sécurité. Le mandat de l'envoyé personnel du Secrétaire général est le même qu'en 1997 et le Conseil de sécurité a approuvé ce mandat sans aucune abstention. Le Maroc a toujours tenu le Conseil

de sécurité et tous les États Membres informés de toutes les difficultés rencontrées pour mettre en oeuvre les dispositions adoptées par le Conseil de sécurité. Dès 1992, l'ancien Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, a évoqué la possibilité d'autres solutions, mais sans qu'il soit jamais question d'abandonner l'idée d'un référendum. Il apparaît très clairement dans la résolution 1292 (2000) du Conseil de sécurité que les parties sont invitées à rechercher des solutions pour résoudre les divergences relatives à la mise en oeuvre du plan de peuplement. En tout état de cause, lorsqu'une résolution a été adoptée par le Conseil de sécurité, la Commission doit la respecter.

48. *Le projet de résolution A/C.5/54/L.60, tel que modifié oralement, est adopté.*

49. **M. Odaga-Jalomayo** (Ouganda) dit que sa délégation estime extrêmement fâcheux que la Commission adopte des projets de résolution dans lesquels des chiffres sont laissés en blanc. La Commission devrait suspendre ses délibérations officielles afin de compléter son travail inachevé.

50. **M. Hassan** (Nigéria), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, appuie le point de vue du représentant de l'Ouganda.

51. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) indique que l'examen d'un certain nombre de questions importantes n'est pas achevé, y compris des questions aussi urgentes que la convocation du Comité des conférences à Nairobi, le financement du développement, le financement de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et enfin le Compte pour le développement. Il se rallie à la proposition que vient de formuler le représentant de l'Ouganda.

La séance est levée à 17 h 5.